

Immobilier

La BNS devrait fixer à 0% ses taux en juin. Interview. Page 17

Procès Kardashian

Le chauffeur de Kim et son amnésie opportune. Page 19

Les papes et la musique

Plutôt Bob Dylan (reçu ici par Jean-Paul II en 1999) ou Mozart? Page 28



Actualités

Berne donne un «signal dramatique» à l'enseignement bilingue

Cohésion nationale La décision de la Ville de dissoudre les classes bilingues inquiète sous la Coupole fédérale, alors que le français est sous pression outre-Sarine.

Florent Quiquerez Berne

«Berne n'est pas n'importe quelle ville. Elle joue un rôle de pont entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Elle est la capitale de la Confédération, mais aussi le chef-lieu d'un canton bilingue. Je n'arrive pas à comprendre cette décision.» Aline Trede (BE), présidente du groupe des Verts sous la Coupole fédérale, est du même parti que la municipale qui a décidé de tirer un trait sur l'enseignement bilingue français-allemand en ville de Berne. Mais elle peine à expliquer comment un tel choix a pu être fait.

Mardi matin, Ursina Andregg, la municipale en question, a en effet déclenché une bombe en annonçant la fin de ce programme mis en place en 2018 par sa prédécesseure. Coût du projet, difficulté de trouver des locaux ou pénurie d'enseignants, plusieurs raisons ont été évoquées pour justifier cette décision, qui touche une centaine d'enfants et qui sera effective à la rentrée d'août 2026.

Reste que l'effet boomerang ne s'est pas fait attendre. De gauche à droite, les critiques pleuvent. La fronde politique et populaire s'organise pour tenter de changer cette décision que la Ville de Berne dit «définitive».

Place à l'anglais

Mais cette affaire n'est pas restée cantonnée à la ville et au canton de Berne. Au sein du Conseil national, qui siège actuellement en session spéciale, ils sont plusieurs élus à s'offusquer. Car cette décision tombe dans un contexte où l'enseignement du français est sur le ballant. Plusieurs cantons alémaniques réfléchissent en effet à retarder son enseignement pour privilégier celui de l'anglais.

Appenzell Rhodes-Extérieures a déjà décidé de passer le cap en mars. Et d'autres cantons pourraient bientôt suivre dans l'est du pays. À l'image de Zurich, Thurgovie, Saint-Gall ou Lucerne. Dans plusieurs parlements cantonaux, des propositions ont été déposées pour éviter de charger trop la barque en primaire avec l'enseignement de deux langues étrangères. Et quitte à choisir, c'est la langue de Shakespeare qui doit passer devant celle de Molière.

«Ce choix de la Ville de Berne intervient au plus mauvais moment», admet ainsi la conseillère nationale et vice-présidente



La décision de la Ville de Berne de supprimer les classes bilingues allemand-français inquiète de nombreux élus de droite comme de gauche.

«Pendant longtemps, l'armée a permis de favoriser les échanges entre régions linguistiques. Ce n'est plus le cas aujourd'hui avec le recul des effectifs. Et il est regrettable de voir que des structures permettant de favoriser ce lien disparaissent. C'est une perte pour toute la Suisse.»

Manfred Bühler
Conseiller national (UDC/BE)

du PS Valérie Piller Carrard (FR). Cette dernière est précisément en train de réfléchir à intervenir au niveau fédéral sur l'enseignement du français à l'école, qui est mis sous pression par l'anglais dans plusieurs cantons alémaniques. «Je ne comprends donc pas qu'une telle décision de supprimer les classes bilingues soit prise dans un canton bilingue comme Berne. Alors qu'à Fribourg, de telles structures existent et fonctionnent.»

Elles fonctionnent aussi à Bienne, région que connaît bien Manfred Bühler. Habitant le Jura bernois, le conseiller national UDC est le seul représentant francophone du canton de Berne. «Le signal politique est désastreux. Cela témoigne d'un manque de sensibilité évident sur cette question.» Craint-il un effet domino? «Non. Si je prends l'exemple de Bienne – qui connaît une offre bilingue depuis des années – je ne pense pas qu'elle reviendra en arrière parce que Berne, pour des raisons obscures, supprime sa structure.»

Il regrette toutefois qu'au niveau suisse, cette question du bilinguisme perde en importance. «Pendant longtemps, l'armée a permis de favoriser les échanges

entre régions linguistiques. Ce n'est plus le cas aujourd'hui avec le recul des effectifs. Et il est regrettable de voir que des structures permettant de favoriser ce lien disparaissent. C'est une perte pour toute la Suisse.»

Et dans un pays où la question des minorités linguistiques est cruciale et souvent liée à celle de la cohésion nationale, ce genre de choix n'est pas anodin. Un homme le sait sans doute mieux que tout le monde: Laurent Wehrli (PLR/VD). Le conseiller national est en effet le président d'Helvetia Latina, organisation qui défend les minorités linguistiques. «Le signal envoyé par la Ville de Berne est dramatique. Si d'autres régions hésitent aujourd'hui à instaurer des formations bilingues, elles pourraient y renoncer, en se disant que même la capitale fédérale n'est plus prête à faire cet effort.»

Le président d'Helvetia Latina craint notamment que la Ville de Berne n'ait «rompu une digue». «Cette décision est d'autant plus incompréhensible que la Ville de Berne met en avant des problèmes financiers et de logistique pour la justifier, sans contrebalancer les avantages qu'une formation bilingue offre

aux jeunes. Et l'impact qu'elle a sur la cohésion nationale.»

Berne avait-elle «le choix»?

Dans ce concert de critiques, difficile de trouver des élus qui défendent le choix de la Ville de Berne. Mais certains refusent de jeter la pierre à la Municipalité. C'est le cas de Tamara Funicello: «Supprimer les classes bilingues, est-ce une bonne chose? La réponse est évidemment non. Mais la Ville avait-elle le choix?»

Et la conseillère nationale (PS/BE) d'insister sur un point: «Ce qu'il faut rappeler ici, c'est le contexte. Le Canton oblige la Ville à faire des économies, sous peine de la mettre sous tutelle. Et c'est là toute l'hypocrisie du système actuel. La Suisse, l'un des pays les plus riches du monde, a l'une des réglementations sur l'endettement les plus strictes. Au final, ce sont les minorités qui subissent les conséquences de cette politique. Dans ce cas concret, la minorité francophone.»

Une minorité qui n'est pas négligeable. En 2022, environ 6,4% de la population de la Ville de Berne était francophone. Sur une population totale de 121'000 habitants, cela représente environ 8000 personnes.

L'imposition individuelle avance au National

Berne La Chambre du peuple coupe la poire en deux sur la question des pertes liées à la réforme de la fiscalité des couples mariés.

Le Conseil national a fait un pas en avant mercredi sur le dossier de l'imposition individuelle pour les couples mariés. Il a proposé un compromis sur la question des pertes fiscales fédérales. Il soutient aussi l'initiative des Femmes PLR sur le même sujet.

Le contre-projet indirect du Conseil fédéral à l'initiative populaire des Femmes PLR vise à rendre individuelle l'imposition des personnes mariées, qui paient aujourd'hui plus que les concubins pour un même revenu.

Dans les deux chambres, une majorité composée de la gauche, du PLR et du PVL soutient le projet, défendant l'équité fiscale entre hommes et femmes. Le Centre et l'UDC dénoncent une injustice pour les couples «traditionnels» à un seul revenu.

Le National et les États ne sont pour l'instant pas d'accord sur les détails du contenu du projet, qui aura un coût, estimé à 800 millions de francs de pertes par an pour l'impôt fédéral dans le projet du gouvernement. Le National propose désormais un barème fiscal qui coûterait 600 millions de francs par an, contre 500 millions pour celui des États.

«Compromis à la suisse»

Toute réforme fiscale a un effet, a défendu Samuel Bendahan (PS/VD) au nom de la commission. Si un ménage paie moins d'impôts, cela coûtera à quelqu'un d'autre. Mais le barème fiscal proposé est un «véritable compromis à la suisse», qui a un impact fiscal en faveur des contribuables en moyenne, sans trop toucher trop à la caisse fédérale.

L'UDC et Le Centre s'y sont à nouveau opposés. Ils ont dénoncé de nouvelles inégalités fiscales. Les deux partis redoutent aussi une énorme charge pour les cantons, un «monstre bureaucratique».

Il y aura des gagnants et des perdants, c'est clair, mais une majorité s'en sortira mieux, a aussi dit en substance la présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter, appelant à soutenir le compromis. Au vote, la proposition est passée par 101 voix contre 95.

Dans la foulée, la Chambre du peuple a aussi soutenu, par 98 voix contre 96, l'initiative des Femmes PLR «pour des impôts équitables», qui demande d'introduire l'imposition individuelle dans la Constitution.

L'initiative populaire ne sera retirée que si le contre-projet du Conseil fédéral survit aux votations finales au parlement et à un éventuel référendum, a précisé Susanne Vincenz-Stauffacher (PLR/SG). (ATS)